

Communiqué de presse

Qui pro quo !

La réforme du lycée professionnel – encore une réforme pour rien.

Notre fédération dénonce une énième réforme « à la découpe » du lycée. Après celle des lycées généraux et techniques vient celle du lycée professionnel. Ces approches scindées caractérisent le refus de l'Éducation nationale de repenser l'enseignement dans sa globalité. Le « pro » est traité à part dans une perspective qui affiche clairement la volonté du gouvernement à répondre d'abord à une problématique d'emploi.

Notre fédération regrette cette vision passéiste qui sépare les élèves capables de suivre les voies dites classiques de ceux que la filière professionnelle vise à accompagner vers l'emploi. Elle s'étonne que face aux évolutions technologiques toujours plus rapides, aux enjeux environnementaux et sociétaux toujours plus complexes, l'Éducation nationale ne cherche pas à adapter l'ensemble du système éducatif aux défis actuels. Ce dont nos enfants ont besoin c'est :

- d'une meilleure compréhension des enjeux auxquels ils sont d'ores et déjà confrontés ;
- d'enseignements qui leur permettent de se préparer à savoir évoluer tout au long de leur vie de citoyen d'abord et de travailleur ensuite ;
- de temps pour se forger une idée des secteurs vers lesquels ils souhaitent se diriger et non de choisir une orientation à 15 ans en s'appuyant sur le seul contexte familial.
- d'avoir une offre professionnalisante qui dépasse les besoins des entreprises locales pour pouvoir élargir leurs perspectives.

Aussi notre fédération déplore-t-elle que le gouvernement fasse pencher la professionnalisation vers le travail plutôt que l'éducation. Elle dénonce une réforme qui fait des lycées l'antichambre de pôle emploi. La professionnalisation et le geste technique valent plus que cela. A quand une vraie réflexion sur l'ensemble des filières sans distinction pour mieux répondre à tous les besoins de demain ? Tous nos enfants seront des professionnels un jour, tout comme ils participeront à la vie démocratique de notre cité. Il serait temps que l'Éducation nationale prenne de la hauteur pour répondre à ces enjeux.

Elle déplore enfin que l'absence de vraie concertation du Ministère de l'Éducation nationale avec les acteurs de la co-éducation à bout entraînent certaines actions de blocage des examens porteuses d'inquiétudes et de stress pour les familles à quelques semaines de la fin des cours.

Face au manque de dialogue, la FCPE 93 qui attend toujours une réponse aux courriers qu'elle a adressés au DASEN, au Recteur et au Ministre, appelle tous les parents à se mobiliser :

- le 23 mai devant leurs établissements pour des initiatives originales à relayer sur les réseaux sociaux,
 - le 24 mai devant le ministère de l'Éducation nationale pour un rassemblement avec tous les professionnels de l'éducation de Seine-Saint-Denis,
- pour dénoncer cette réforme et rappeler à l'Éducation nationale que les absences non remplacées tout comme l'absence d'AESH créent l'échec scolaire.

Nos enfants sont l'avenir de tous, donnons-leur les clefs du futur.

Bondy, le 22 mai 2023

Contact presse : 06 58 56 16 54